

CONSEIL
DE TUTELLEDistr.
GENERALET/CBS.5/94/Add.1
21 décembre 1956

ORIGINAL : FRANCAIS

PETITIONS CONCERNANT LE CAMEROUN SOUS ADMINISTRATION FRANCAISE

Observations du Gouvernement français en tant
qu'Autorité chargée de l'administrationNote du Secrétariat : Ces observations ont trait aux pétitions suivantes :

<u>Section</u>	<u>Pages</u>
1. Pétition de M. Bernard Gouajine (T/PET.5/888, section 20).....	2
2. Pétition de Mme Pauline Motué (T/PET.5/888, section 25).....	2
3. Pétition de Mme Esten Matagne (T/PET.5/888, section 31).....	2
4. Pétition de Mme Augustine Elorié (T/PET.5/888, section 35).....	2
5. Pétition de Mme Marthe Mengué (T/PET.5/888, section 37).....	2
6. Pétition de Mme Gertrude Eog (T/PET.5/888, section 40).....	2
7. Pétition de M. Jacques Yangoué (T/PET.5/888, section 44).....	3
8. Pétition de M. Thomas Malan (T/PET.5/888, section 50).....	3
9. Pétition de M. Célestin Komguem (T/PET.5/888, section 55).....	3
10. Pétition de M. Mathieu Boutché (T/PET.5/888, section 58).....	3

1. Pétition de M. Bernard Gouajine (T/PET.5/888, section 20)

Malgré des recherches approfondies, il n'a pas été possible à l'Autorité administrante d'identifier le signataire de la pétition. Aucune trace dans les hôpitaux ou dispensaires n'a été trouvée d'un blessé de ce nom.

Des explications ont déjà été fournies par l'Autorité chargée de l'administration au sujet des incidents de mai 1955.

2. Pétition de Mme Pauline Motué (T/PET.5/888, section 25)

L'Autorité chargée de l'administration qui ne comprend pas l'objet de cette pétition n'a pu identifier la pétitionnaire qui a omis de mentionner son domicile.

3. Pétition de Mme Esten Matagne (T/PET.5/888, section 31)

Il n'a pas été possible à l'Autorité chargée de l'administration d'identifier la pétitionnaire et de contrôler la véracité de ses allégations.

4. Pétition de Mme Augustine Florié (T/PET.5/888, section 35)

Il n'a pas été possible à l'Autorité administrante d'identifier les pétitionnaires qui ne mentionnent aucune adresse, et de contrôler l'exactitude de leurs allégations.

5. Pétition de Mme Marthe Mengué (T/PET.5/888, section 37)

Il est exact que M. Zoa Norbert mari de Mme Mengué Marthe fut incarcéré à la maison d'arrêt de Yaoundé du 13 juin 1955 au 19 janvier 1956 date à laquelle il a bénéficié d'une ordonnance de non lieu. M. Zoa Norbert avait été inculpé d'atteinte à la pureté intérieure de l'Etat, de rebellion et coups et blessures.

Il est faux que les biens de Mme Mengué Marthe aient subi des dégâts depuis sa libération. M. Zoa Norbert s'est retiré dans son village natal à Ekoumtick où il peut subvenir à l'entretien de sa famille.

6. Pétition de Mme Gertrude Eog (T/PET.5/888, section 40)

Faute d'indication de domicile, il n'a pas été possible à l'Autorité chargée de l'administration d'identifier la pétitionnaire et de contrôler l'exactitude de ses allégations.

/...

7. Pétition de M. Jacques Yamgoué (T/PET.5/888, section 44)

Le pétitionnaire ne mentionne ni son adresse ni le nom de son père.

Il n'est pas possible à l'Autorité chargée de l'administration de présenter des observations.

8. Pétition de M. Thomas Malan (T/PET.5/888, section 50)

L'Autorité chargée de l'administration n'a aucune observation à présenter.

Pour les incidents de mai elle se réfère aux explications qu'elle a déjà fournies.

9. Pétition de M. Célestin Komguem (T/PET.5/888, section 55)

L'Autorité chargée de l'administration se réfère aux explications qu'elle a déjà fournies en ce qui concerne les incidents de mai 1955.

Il est exact qu'un incendie a éclaté au marché de Mbalmayo dans la nuit du 19 au 20 mai 1955. Une enquête a été faite pour essayer de déterminer la cause de cet incendie. Elle s'est révélée infructueuse. L'incendie paraît avoir éclaté à l'intérieur d'une stalle du marché, probablement de façon accidentelle et par suite de l'imprudence de l'occupant de cette stalle.

L'U.P.C., poursuivant sa tactique d'agitation et de propagation de fausses nouvelles, avait immédiatement fait courir le bruit que l'administration avait volontairement mis le feu au marché.

10. Pétition de M. Mathieu Boutché (T/PET.5/888, section 58)

L'Autorité chargée de l'Administration se réfère aux explications qui ont été fournies par son représentant spécial sur les événements de mai 1955 à Yaoundé.
